

## Commission Communale pour l'Accessibilité de Riom

### Rapport annuel n° 7 2016

Sommaire :

1. Données générales
2. Voiries et espaces publics
3. Services de transports collectifs et intermodalité
4. Cadre bâti – Etablissement recevant du public
5. Logement
6. Sensibilisation

Annexes : tableaux de suivi

## **1 Données générales**

### **1.1. Informations administratives de la Commune**

Commune de Riom : 23 rue de l'Hôtel de Ville, BP 5020, 63201 RIOM.

Site internet : [www.ville-riom.fr](http://www.ville-riom.fr)

#### **Populations légales 2016 de la commune de Riom**

<b>Population municipale</b>	<b>Population comptée à part<sup>1</sup></b>	<b>Population totale</b>
<b>18 749</b>	<b>855</b>	<b>19 604</b>

Source : Insee, Recensement de la population 2014 en géographie au 01/01/2016

Jusqu'au 31 décembre 2016, Riom faisait partie de la communauté de commune de Riom Communauté. Elle est partie prenante de la nouvelle communauté de communes de Riom Limagne et Volcans, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 (64 907 habitants).

Adresse : Riom Limagne et Volcans, 5 mail Jost Pasquier, 63200 RIOM.

Site internet : [www.rlv.eu](http://www.rlv.eu)

### **1.2. Informations administratives de la Commission accessibilité**

#### **Création**

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 a posé le principe de l'accessibilité de la société à toute personne, quel que soit son type de handicap qu'il soit physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique.

---

<sup>1</sup> Au sens de l'INSEE, la population comptée à part comprend certaines personnes dont la résidence habituelle est dans une autre commune mais qui ont conservé une résidence sur le territoire de la commune, notamment : les mineurs scolarisés en internat, pensionnaires de services de santé ou de longs séjours situés en dehors de la commune, communautés religieuses, communautés militaires, étudiants de moins de 25 ans sur une autre commune, sans domicile fixe rattachés à la commune au sens de la loi du 3 janvier 1969 et non recensés dans la commune (cf. décret n°2003-485 publié au Journal officiel du 8 juin 2003, relatif au recensement de la population).

Cette même loi a rendu obligatoire la création d'une commission intercommunale pour l'accessibilité des personnes handicapées dans les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de transport ou d'aménagement du territoire.

En conséquence, Riom Communauté a acté la création d'une telle commission en séance du conseil communautaire du 22 mars 2007 dans le cadre de sa compétence « transport » et « aménagement du territoire » pour la mise en œuvre d'un schéma directeur d'accessibilité des services de transport et un plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements publics communautaires. Cette commission a été renouvelée par arrêté du 8 janvier 2015 et par délibération le 30 mai 2017 suite à la création de Riom Limagne et Volcans.

La loi n°2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures est venue modifier l'article L.2143-3 du Code général des collectivités territoriales afin de rendre obligatoire la création d'une Commission communale pour l'accessibilité des personnes handicapées.

Par délibération du 26 mars 2010, le Conseil Municipal de Riom a décidé la création d'une Commission pour l'accessibilité des personnes handicapées dans la commune.

### **Composition**

Par arrêté du 10 mars 2016, le Maire de Riom a arrêté la composition suivante :

- le Maire, Président
- au titre des représentants de la Commune de Riom :
  - Monsieur Jacques DIOGON, adjoint à la vie des quartiers et relations avec les habitants,
  - Madame Michèle GRENET, adjoint à la Politique de solidarité et d'action sociale,
  - Monsieur Yannick BONNET, conseiller municipal,
  - Monsieur Jean MAZERON, conseiller municipal,
  - Madame Chantal RAMBAUX, conseillère municipale,
  - Madame Agnès MOLLON, conseillère municipale,
- au titre des associations représentant les personnes handicapées :
  - Association Valentin Haüy,
  - Adapei 63, section de Riom,
  - Association des Malades et handicapés (AMH),
  - Union Régionale Association Parents Enfants Déficiants Auditifs (URAPEDA),
  - Association des Paralysés de France Délégation Départementale du Puy de Dôme, Foyer Andalhone
- au titre des associations d'usagers :
  - UFC Que Choisir,
  - Consommation Logement Cadre de Vie, (CLCV),
- au titre des acteurs économiques :
  - Associations des commerçants du centre ville de Riom

Pour tout sujet évoqué, nécessitant des connaissances dans des domaines précis, Monsieur le Maire peut inviter toute personne en capacité de fournir des éléments susceptibles d'aider la commission dans ses travaux, à titre consultatif.

### **Rôle**

Dans le cadre défini par la loi et par la délibération du 26 mai 2010, la CCAPH est un organe de consultation.

Il lui appartient de constater l'existant, rendre compte de l'avancement de la mise en accessibilité, faire des propositions ou suggestions pour l'avenir.

Pour ce faire, elle doit :

- Dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie et des espaces publics sur le territoire de la commune, et relevant de la compétence de la commune,
- Etablir un rapport annuel qui sera présenté en conseil municipal et transmis au Préfet de département, au président du conseil général, au conseil départemental consultatif des personnes handicapées, ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés,
- Faire toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant sur le territoire communal,
- Tenir à jour, par voie électronique, la liste des établissements recevant du public situés sur le territoire communal qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmée et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées,
- Organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées sur le territoire de la Commune. La commission intercommunale n'a pas pris cette compétence.

Elle est destinataire des projets d'agendas d'accessibilité programmée concernant les ERP situés sur le territoire communal.

Elle est également destinataire des documents de suivi définis par décret ainsi que des attestations d'achèvement des travaux prévus aux agendas d'accessibilité programmée des ERP du territoire communal.

### **Soutien administratif et technique de la CCAPH**

Les services municipaux assurent le soutien administratif, technique et financier nécessaire au fonctionnement de la CCAPH. Pour ce faire, ils préparent les travaux de la commission et assurent sa correspondance.

Le secrétariat de la commission est assuré par Madame Annick Delahaie, Responsable de l'Administration et des achats à la Direction des Services Techniques et de l'Aménagement Urbain, et la coordination par Madame Caroline Montel, adjointe à la directrice des services techniques et de l'aménagement urbain.

Toutes les correspondances sont à adresser à Monsieur le Maire, 23 rue de l'Hôtel de ville, BP 50020, 63201 Riom.

### **Réunions de la CCAPH**

La CCAPH est un organe collégial, appelé à se prononcer sur les sujets relevant de sa compétence, son président ayant voix prépondérante. Seuls les membres permanents ont voix délibérative. Les invités et experts ont voix consultative.

Conformément aux textes, les Commissions communale de Riom et intercommunale de Riom Limagne et Volcans s'assurent d'un fonctionnement concerté.

Ainsi, il est proposé que lorsque les programmes et niveaux d'avancement des travaux des deux commissions seront équivalents, les deux commissions procèderaient, dans la mesure du possible, par réunions conjointes.

Dans l'attente, le Président de la Commission intercommunale, Monsieur Frédéric Bonnichon ou son représentant Monsieur Christian Arveuf ainsi que les services coordinateurs de la communauté de communes, Madame Valérie Ceysat, sont invités aux réunions de la commission communale.

Depuis sa création, la CCAPH de Riom s'est réunie à sept reprises : le 27 septembre 2010, le 21 octobre 2010, le 7 février 2011, le 3 novembre 2011, le 7 mars 2012, le 15 mars 2013, le 3 mars 2014, le 6 mai 2015 et le 17 juin 2016.

Les précédents rapports de la CCAPH de Riom ont été présentés en Conseil municipal et ont fait l'objet de la diffusion prévue par les textes. Ils sont disponibles sur le site internet de la ville : <https://www.ville-riom.fr/amenager/cadre-de-vie/commission-communale-pour-laccessibilite.html>.

## **2 Voiries et espaces publics**

### **2.1. Etat d'avancement – Documents d'accessibilité**

#### **Voiries et espaces publics d'intérêt communautaire**

La Commission a été informée que Riom Communauté a réalisé, en 2008 et 2009, les diagnostics relatifs à l'accessibilité de la zone artisanale des portes de Riom, du pôle d'échange intermodal et de la place Eugène Rouher. Il avait été décidé, afin que les services techniques mutualisés s'approprient la méthodologie, que le constat de l'existant soit réalisé en partenariat entre le bureau d'études et les techniciens.

A partir de ce diagnostic réalisé, la méthodologie de mise en accessibilité est intégrée aux autres espaces communautaires à chaque série de travaux.

Par ailleurs, suite au Schéma régional d'accessibilité des transports et aux demandes émanant des membres de la CIAPH de Riom Communauté, il a été décidé de lancer des travaux permettant la mise en accessibilité de la connexion entre l'avenue Virlogeux et le parvis de la gare. Les travaux ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage Ville de Riom d'une part et RLV d'autre part.

#### **Voiries et espaces publics communaux**

A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2007, les projets d'aménagements réalisés sur les voiries et espaces publics communaux et modifiant la structure des voies ou leur assiette, ont fait l'objet d'un volet « mise en accessibilité ».

La création de la Commission n'a pas changé cet objectif. Il fera partie intégrante du plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics (PAVE), lequel sera adopté en conseil municipal.

A cette fin la Commission a approuvé un procédé en trois temps :

- Constat,
- Priorisation des travaux dans le cadre d'un programme pluriannuel d'investissement,
- Synthétisation dans le PAVE, en intégrant également les alternatives aux travaux (options règlementaires, dérogations si nécessaires) et les délais de réalisation.

**Constat**

#### **2010 :**

Un constat global de l'existant a été réalisé en partenariat entre les membres de la Commission et l'équipe technique de la Commune. L'objectif n'a pas été de réaliser un diagnostic exhaustif quantitatif mais de procéder à un relevé des anomalies types (à l'aide d'un tableau de recueil des données), sur un circuit déterminé (de la gare à la Sécurité Sociale, boulevard de la République, en passant par l'avenue Virlogeux, la rue du Marthuret, la rue du Commerce, la rue Saint Amable) et d'extrapoler ces données sur l'ensemble du territoire communal.

Lors de ce relevé, la commission a observé les éléments suivants : le cheminement, les traversées de chaussées, les feux tricolores, les escaliers, le mobilier, le stationnement, les quais bus...

Elle a retenu les critères suivants :

- Les normes définies règlementairement ;
- Les difficultés concrètes rencontrées par les participants représentant des personnes handicapées, en fonction de leur type de handicap, de leur âge et de leur équipement.

L'empirisme de cette méthode a permis également d'assurer une sensibilisation des divers membres de la Commission ainsi que des Riomois et usagers du domaine public rencontrés durant ce parcours, sur les déplacements quotidiens des personnes en situation de handicap.

### **2011 :**

Conformément à la demande de la Commission, un recensement des places de stationnement réservé à été effectué.

Règlementairement, le stationnement réservé doit représenter 2% de l'ensemble des emplacements matérialisés sur le domaine public de chaque zone de stationnement (arrondi à l'unité supérieure).

Le constat effectué sur Riom permet de conclure que la ville remplit cet objectif. Cf Tableau ci-après. Les places réservées sont situées sur tout le territoire communal selon tableau ci-dessous( 31 décembre 2015).

Zones de stationnement	Nombre total de places	Places réservées à Riom		
		Nombre	2% obligatoire (équivalent en nb)	% à Riom
Zone horodatée rouge	88	5	2	5,7
Zone horodatée orange	519	18	11	3,5
Zone horodatée verte	268	8	6	2,6
<b>Total en zone horodatée</b>	<b>875</b>	<b>31</b>	<b>18</b>	<b>3,4</b>
Zone non horodatée	1000 (environ)	72 (environ)	20	7,2
<b>Total (tout stationnement)</b>	<b>1875</b>	<b>103</b>	<b>38</b>	<b>5,5</b>

La Commune remplit donc ses obligations en matière de stationnement, par zone.

S'agissant des places affectées afin de desservir les ERP, elles doivent représenter 2% des places de stationnement des ERP (arrondi à l'unité supérieure).

S'agissant de projet d'aménagement comportant plus de 500 places de stationnement, pour lesquels le nombre de places réservées est fixé par arrêté municipal (au minimum 10), il n'en existe pas sur Riom.

Ces points pourront faire l'objet de prescriptions dans le PAVE. La Commission entend bien que la gestion des places réservées doit reposer sur une réflexion globale du domaine public intégrée dans les divers instruments prévus à cet effet (PAVE, Plan de déplacement urbain); les considérations individuelles ne sont pas prioritaires.

S'agissant plus spécifiquement des zones horodatées, un constat a été également réalisé, les années précédentes sur la mise en accessibilité des parcmètres (au nombre de 44) et des places réservées.

Sur ce point, le constat permettait de relever que des améliorations devaient être apportées tant sur le type d'horodateurs que sur l'accessibilité d'un certain nombre de places.

**La loi n°2015-300 du 18 mars 2015 visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement modifie l'article L.241-3-2 du code de l'action sociale et des familles : « La carte de stationnement pour personnes handicapées permet à son titulaire ou à la tierce personne l'accompagnant d'utiliser, à titre gratuit et sans limitation de la durée de stationnement, toutes les places de stationnement ouvertes au public. » ; cette loi entrant en vigueur 2 mois après sa promulgation soit le 19 mai 2015.**

Cependant, lors des opérations de renouvellement des horodateurs, une analyse globale de leur positionnement et de leur mise en accessibilité sera effectuée afin d'en favoriser l'usage pour tous.

Le PAVE pourra donc prévoir une optimisation des places de stationnement réservé sur l'espace public communal, en fonction des points précédemment évoqués et définir les modalités de leur mise en accessibilité ;

### **2012 :**

L'observation des usages de la voirie (recensement des circuits et des problématiques) se poursuit afin de préparer l'élaboration du PAVE.

### **Priorisation des travaux dans le cadre d'un programme pluriannuel d'investissement**

Dès 2010, dans le cadre d'une enveloppe budgétaire de 50 000 euros annuels, la Commission a proposé la priorisation des travaux de mise en accessibilité suivante :

- Le rétablissement de rappels piétons clignotants aux feux les plus difficiles et l'aménagement d'un temps de traversée plus long pour les piétons à certains feux ;
- Le rafraichissement des peintures au sol ;
- L'installation systématique de rampes dans les escaliers publics ;
- L'installation de mobilier de repos sur les cheminements les plus longs ;
- La réalisation de surbaissés de trottoirs et la pose de bande d'éveil de vigilance.

### **2013-2014 :**

Le travail sur l'élaboration du PAVE s'est poursuivi. La phase diagnostic est quasiment terminée.

Un état des lieux de ce travail a été soumis pour avis à la Commission lors de sa réunion du 3 mars 2014.

Celui-ci comprend notamment :

- Le relevé des enjeux ;
- La sectorisation du territoire communal ;
- Le recensement des espaces naturels ;
- Les circuits du patrimoine ;
- Le relevé du stationnement réservé ;
- La localisation des ERP publics ;
- Le plan de cheminement cyclable ;
- Le plan de cheminements piétons prioritaires ;
- Le plan des circuits et arrêts de bus.

Cette première étape doit intégrer les remarques présentées par la Commission afin de définir les priorisations (circuits, travaux).

## **2.2. *Éléments de suivi et difficultés rencontrées***

L'élaboration du PAVE est pour l'instant en phase d'arrêt, compte tenu du fait que la commune ne dispose pas des moyens humains disponibles pour piloter ce dossier.

Pour rappel, dans l'attente du PAVE et en accord avec la Commission d'accessibilité, le principe d'opérer des travaux de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics lors des gros travaux d'aménagement, décidé dès 2007, est poursuivi.

De plus, le programme pluriannuel d'investissement de la Commune prévoit, chaque année, une enveloppe de 50 000 euros à consacrer aux aménagements de surface des voiries et espaces publics.

### **Travaux réalisés en 2010 par la Commune**

*Programme des réaménagements complets de rues, incluant leur accessibilité* : rues Saint Louis et Vermenouze.

*Programme de mise en accessibilité des aménagements de surface dans le cadre d'une enveloppe de 50 000 euros* :

- Réalisation d'un arrêt de bus, boulevard de la République, pour un montant de 7 849,95 TTC.
- Début du programme de réalisation des surbaissés de trottoirs avec priorité dans les quartiers hébergeant les groupes scolaires.

### **Travaux réalisés en 2011 par la Commune**

*Programme de réaménagement complet de rues, incluant leur mise en accessibilité* : avenue du Commandant Madeline (qui a comporté le réaménagement global de la rue, réseaux inclus, pour un montant d'environ 1 million d'euros). Cette rue comporte désormais 3 quais bus accessibles.

*Dans le cadre de la ligne budgétaire dédiée aux travaux de mise en accessibilité des aménagements de surface, 53 108 euros ont été dépensés* :

- Poursuite du programme consacré aux surbaissés de trottoirs.  
Au total, sur 2010-2011, ce programme a vu la réalisation de 80 surbaissés, permettant l'accessibilité à 4 des 5 groupes scolaires, à la crèche collective, à la place José Moron, au gymnase Régis Chabert, au lycée Marie-Laurencin ainsi que le faubourg de la Bade et avenue du Stade (sur 2011-2012), avant cession de cette rue (départementale) à la Commune.
- Poursuite du programme de mise en accessibilité des quais bus : trois ont été réalisés (outre ceux avenue du Commandant Madeline).
- Lancement du programme de pose de bandes d'éveil à la vigilance. Le boulevard périphérique au centre ville en est équipé sur sa quasi-totalité.
- Le programme de rafraîchissement des peintures au sol : près de 50 % des signalisations horizontales ont été refaites, en partenariat avec des membres de la Commission. Ce programme se poursuit en 2012.

Le réaménagement de traversées piétonnes avec feux n'a pu avoir lieu en 2011 pour des raisons réglementaires, administratives et techniques. Ce point fait l'objet d'un travail avec la Commission en 2012.

La mise en accessibilité des escaliers n'a pas encore débuté. D'après le recensement réalisé, il en existe une vingtaine à mettre en accessibilité. Ceux qui sont associés à des espaces publics feront l'objet d'une mise en accessibilité en coordination avec l'aménagement de l'espace associé, dans le cadre du programme pluriannuel de gros travaux. Le PAVE pourra s'en faire l'écho. Ce point fait l'objet d'un travail avec la Commission en 2012.

### **Travaux réalisés en 2012 par la Commune**

*Programme des réaménagements complets de rues, incluant leur mise en accessibilité* : rue Faubourg de Layat pour un montant de 394 593 euros au compte administratif de la Commune, avec surbaissés,

bandes d'éveil de vigilance, trottoir accessible, bancs..., résultat auquel il faut rajouter les travaux de grosses réparations de la voirie, qui visent non seulement à l'entretien de la voirie mais aussi à amélioration de son usage (268 076 euros).

*Dans le cadre de la ligne budgétaire dédiée aux travaux de mise en accessibilité des aménagements de surface, les programmes déjà engagés se sont poursuivis :*

- Poursuite du programme consacré aux surbaissés de trottoirs.  
Environ 25 surbaissés de trottoir ont été réalisés (Arc de Triomphe, rues des Dagneaux, Martres de Madargues, de la Marthurette, avenue du Stade et place Félix Bromont)
- Poursuite du programme de mise en accessibilité des quais bus : deux ont été réalisés (boulevard de la République par la Ville et rue A. Cornet par Riom Communauté)
- Poursuite du programme de pose de bandes d'éveil à la vigilance.  
Environ 300 Bandes d'éveil de vigilance soit 100 surbaissés de trottoir ont été réalisées, notamment avenue du Stade, à proximité des cinq groupes scolaires, Jean Monnet, ... le tout en régie municipale.
- Le programme de rafraîchissement des peintures au sol dans le cadre de l'entretien annuel

En outre, le réaménagement de traversées piétonnes a pu être lancé et opéré. Ainsi, trois carrefours à feux sonores ont été équipés en totalité (Amable Faucon / avenue de Clermont , Châtel/Colombier Lanore et RD 2029/E Zola) soit 22 figurines piétonnes équipées sonores.

De plus les travaux suivants ont été réalisés :

- o Suppression des marches rue Gomot (totalité de la rue) ;
- o Création de trottoirs accessibles route d'Ennezat au droit des maisons du golf et rue du Moulin d'eau au droit du commissaire priseur ;
- o Aménagement d'un square à proximité du lycée Marie Laurencin (pose de nombreux bancs et de surbaissés) ;
- o Aménagement du stationnement réservé et de l'accès à la place José Moron.

Enfin, la ville s'est lancée dans l'aménagement de la totalité du centre ville en une zone de rencontre. Il s'agit d'un espace où la vitesse des véhicules est très réduite à 20 km/h et où la voirie est partagée avec les piétons et cyclistes (lesquels sont prioritaires et ont droit de prendre les sens interdits) avec l'objectif d'une circulation apaisée.

Cette décision se veut une réponse réglementaire à la question du cheminement en centre ancien puisque le cheminement est rendu accessible dans la mesure où les personnes à mobilité réduite (PMR) peuvent circuler légalement sur les chaussées. En effet, 9.2 km de rues sont intégrées dans cette zone de rencontre qui est la plus vaste de France. Les aménagements ont été réalisés en régie. La zone de rencontre devient effective au 1<sup>er</sup> janvier 2013 et débute par une phase de sensibilisation.

### **Travaux réalisés en 2013 par la Commune**

*Programme des réaménagements complets de rues, incluant leur mise en accessibilité* : rue et impasse Malouet pour 448 358 euros au compte administratif, rue de Toulon pour 200 000 euros y compris deux quais bus, rue de l'Intendance d'Auvergne pour 55 000 euros, rue et impasse du Couriat pour 300 000 euros.

*Programmes spécifiques de mise en accessibilité des aménagements de surface :*

- Poursuite du programme consacré aux surbaissés de trottoirs. Notamment équipement des trottoirs de la route de Marsat pour 24 000 euros.



- Poursuite du programme de mise en accessibilité des quais bus : Champ d'Ojardias pour 16 000 euros, route de Marsat pour 32 000 euros (4 quais), avenue de la Libération (35 000 euros), rue de Toulon, avenue de Clermont (lycée Virlogeux).
- Poursuite du programme de pose de bandes d'éveil à la vigilance. Non dénombré eu égard au nombre élevé d'aménagements effectués cette année.
- Le programme de rafraîchissement des peintures au sol dans le cadre de l'entretien annuel.
- Le programme d'équipement des carrefours et traversées à feux sonores. 48 feux ont été équipés.
- Le programme d'installation de mobiliers de repos sur les cheminements piétons.  
En accompagnement des aménagements conséquents du mobilier urbain a été installé pour un montant de 100 000 euros (bancs, bornes PMR) sur les cheminements piétons, placettes.
- Un refuge piéton a été aménagé rue Chapsal pour 5 000 euros

Dans le cadre de la continuité des cheminements, des trottoirs ont été repris et aménagés :

- Contre allée du boulevard Michel de l'Hospital pour 2 000 euros,
- Trottoirs du faubourg de la Bade : 21 000 euros,
- Trottoirs du boulevard de la République dans le cadre de la liaison Gare-CPAM : 32 000 euros,
- Trottoirs du faubourg de Bardon : 10 000 euros,
- Aménagement d'une placette à l'arrière de l'église du Marthuret : 17 000 euros,
- Réfection des pavages du centre-ville (joints creusés ou pavés déchaussés) : 82 000 euros.

A signaler également des travaux d'envergure au cimetière paysager pour 215 000 € comprenant un volet accessibilité : reprise des allées au secteur 2 et extension du site cinéraire. L'accès au nouveau columbarium et au futur champ d'urne a intégré la question de l'accessibilité universelle malgré la pente.

Enfin des travaux de voirie destinés à l'accessibilité d'ERP ont été réalisés au droit des :

- Locaux municipaux affectés à l'Association de l'Agglomération Riomaise pour la Jeunesse (AARJ), à la Varenne (ancien lycée Gilbert Romme) : 25 000 euros.
- Locaux du Conseil Général : accès au collège Pierre Mendès France : 16 000 euros.
- Locaux du Conseil Régional : parvis du lycée Virlogeux (y compris un quai bus) pour 50 000 €.

Les travaux de voirie et d'aménagement urbain constituent les principaux domaines d'investissement au compte administratif 2013 pour 3,144 millions d'euros. Cet effort conséquent s'explique par la réorientation de crédits en cours d'année : prévus initialement pour les monuments historiques, ces montants ont été transférés à la voirie, en plus de ceux prévus, en raison de l'indisponibilité de l'architecte en chef des monuments historiques.

Il est également à noter qu'outre les équipements des cheminements piétons, la Commune a lancé son programme de renouvellement des horodateurs, tel qu'étudié avec la Commission en 2011, lors du constat réalisé sur le stationnement réservé. Des achats d'horodateurs ont été réalisés pour 43 693 euros TTC.

### **Travaux réalisés en 2014 par la Commune**

*Programme des réaménagements complets de rues, incluant leur mise en accessibilité :*

Rue et impasse Albert Evaux pour 420 390 € TTC au compte administratif, rue Pierre de Nolhac pour 223 250 € TTC, rue des Lilas pour 41 602 € TTC et chemin des Vignerons (Accès à l'AFU de Ronchalon) pour 67 725 € TTC.

*Programmes spécifiques de mise en accessibilité des aménagements de surface :*

- Poursuite du programme de mise en accessibilité des quais bus : Avenue de Châtel Guyon pour 23 932 € TTC et rue du 19 Mars pour 13 701 € TTC,

- Poursuite du programme de pose de bandes d'éveil à la vigilance : Avenue de Châtel Guyon, route de Marsat et bd de la République,
- Le programme de rafraîchissement des peintures au sol dans le cadre de l'entretien annuel avec en particulier le renforcement de la signalisation de la zone de rencontre par la mise en œuvre au sol de stickers pour 2 282 € TTC,
- Le programme d'équipement des carrefours et traversées à feux sonores. 75 feux ont été équipés. **Suite à ces travaux, l'ensemble des figurines piétons sont sonores,**
- Le programme d'installation de mobiliers de repos sur les cheminements piétons. En accompagnement des aménagements conséquents, du mobilier urbain a été installé (bancs, bornes PMR) sur les cheminements piétons, placettes. En particulier 40 bancs ont été installés au parc de Cerey pour 5 369 € TTC.

Dans le cadre de la continuité des cheminements, des trottoirs ont été repris et aménagés :

- Plateaux surélevés rue du Moulin d'eau pour 53 147 € TTC,
- Cheminement stabilisé sur le butte du Couriat pour 6 077 € TTC,
- Cheminement stabilisé au parc du Cerey pour environ 1 500 € TTC,
- Trottoirs du faubourg de la Bade entre la rue Valmy et la Rue A. Arnaud pour 17 225 € TTC,
- Mise en conformité du stationnement réservé sur le parking du pré monsieur intégrant l'accessibilité au cheminement piéton pour environ 2 000 € TTC.

### **Travaux réalisés en 2015 par la Commune**

*Programme des réaménagements complets de rues, incluant leur mise en accessibilité :*

- Rue et impasse des Charmettes pour un cout travaux de 2 191 491 € TTC (engagement comptable)

*Programmes de grosses réparations de voiries et aménagement de surface incluant la mise en accessibilité :*

- Route d'Ennezat : création d'un trottoir accessible pour un coût travaux de 30 798 € TTC,
- Requalification pour sécurisation de l'accès à l'école Pierre Brossolette et réaménagement des cours pour un coût travaux de 111 622 € TTC,
- Requalification des cheminements piétons et des espaces verts rue du Général de Gaulle et rue E. Zola pour un coût travaux de 58 300 € TTC,
- Réfection complète de l'escalier Bd de la Liberté pour un coût travaux de 38 344 € TTC,
- Réfection du revêtement de surface du trottoir rue Chapsal desservant le lycée Virlogeux pour un coût travaux de 3 800 € TTC,
- Aménagement d'une placette avec mobilier urbain de repos rue Albert Evaux,
- Mise en accessibilité des cheminements piétons du carrefour Bardou pour un coût travaux de 6 100 € TTC,
- Installation d'une sanisette publique aux normes PMR place des Martyrs de la Résistance pour un coût travaux de 5 194 € TTC.

### **Travaux réalisés en 2016 par la Commune**

*Programme des réaménagements complets de rues, incluant leur mise en accessibilité :*

- Finalisation des travaux de la rue des Charmettes engagés en 2015 ;

*Programmes de grosses réparations de voiries et aménagement de surface incluant la mise en accessibilité :*

- Reprise de la contre allée de l'avenue Virlogeux, depuis son carrefour avec le boulevard Desaix et jusqu'au parvis de la Gare + réfection du passage souterrain de la Gare pour un coût de 168 044 € TTC ;
- Création de sanitaires publics adjacents à l'office de Tourisme, accessibles PMR (62 471,28 € TTC) ;
- Réfection de la partie résiduelle des allées du cimetière paysager - suppression de dalles avec joint engazonné et remplacement par un cheminement en béton désactivé dans le secteur 1 – (12 495, 60 € TTC)

### **3 Services de transports collectifs et intermodalité**

Ce domaine relève des compétences transférées à Riom Limagne et Volcans (ex Riom Communauté).

La Commission a été informée que Riom Communauté a réalisé, en 2008 et 2009, les diagnostics relatifs à l'accessibilité du Pôle d'Echange Intermodal (parking et parvis).

Riom Communauté a élaboré le Schéma directeur d'accessibilité des transports (SDAT) en 2013. Le constat ainsi établi a permis d'intégrer les modifications nécessaires dans le nouveau cahier des charges du marché de transport à compter de l'été 2010 (le premier marché de transport urbain arrivant à échéance au 30 juin 2010).

Le SDAT de 2013 a été actualisé et modifié en 2016, notamment pour y intégrer une liste d'arrêts « prioritaires » au sens de la réglementation sur les agendas d'accessibilité programmée (Ad'AP). Cette mise à jour a été approuvée par délibération du conseil communautaire du 30 juin 2016 et fait temporairement office de SDA Ad'AP. Les arrêts ciblés comme prioritaires sur la commune de Riom sont les arrêts « Hôpital », « Collège Jean Vilar », « Collège Mendès France », « Lycée Laurencin », « Piscine », « Marinette Menut », « Pré Madame », « Collège de l'Hospital » et « Virlogeux ».

Outre leur réalisation complète lorsqu'ils sont en voirie communautaire, la communauté de communes prend en charge la mise en accessibilité des points d'arrêts (hors abri bus) par fonds de concours à hauteur de 50% lorsqu'ils sont implantés en voirie communale.

#### **2013**

Depuis 2010 et le renouvellement du marché, le réseau de transport inclut un transport à la demande et un service PMR, service de « porte à porte » réservé aux personnes à mobilité réduite. Il est connecté aux lignes urbaines et péri-urbaines. (voir site internet de l'EPCI)

En 2013 Riom Communauté a produit son schéma directeur d'accessibilité des transports en commun 2012-2015 dans sa version définitive. Il a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire du 7 février 2013.

Ce document comporte notamment un état de l'accessibilité des quais bus. 17 étaient considérés comme accessibles sur le territoire communal de Riom au 31 décembre 2012 sur 92 arrêts recensés.

#### **2014**

Dans le cadre de la requalification de la rue de l'Ambène réalisée par Riom Communauté, 2 quais bus ont été aménagés PMR. Deux autres quais bus ont été aménagés sur le territoire de la commune de Riom, avenue de Châtel Guyon et rue du 19 Mars.

A la fin 2014, 42 quais bus sont accessibles sur l'ensemble du réseau de transport communautaire (209 points d'arrêt).

#### **2015**

En attendant la redéfinition du réseau de transport à l'échelle du nouveau territoire de Riom Limagne et Volcans, aucun aménagement de quai bus ne sera réalisé. Le marché de transport urbain de voyageurs qui devait prendre fin en juin 2016 sera prolongé jusqu'en 2018 compte-tenu du projet de fusion mais il existe un service de substitution efficace : **le service « transport pour les personnes à mobilité réduite » (TPMR).**

C'est un service en porte à porte qui fonctionne à la demande du client, accessible prioritairement aux personnes en situation de handicap titulaires de la carte d'invalidité de + 80 % et aux personnes souffrant d'un handicap ponctuel sur justificatif. Ce service fonctionne sur tout le territoire de l'ancien périmètre de Riom communauté du lundi au samedi de 7h30 à 19H00 avec réservation préalable obligatoire (auprès de l'exploitant KEOLIS R'Cobus au plus tard la veille du déplacement avant 18H. Ce service est accessible avec l'ensemble des titres R'Cobus. Les véhicules adaptés type master (6 à 8 places) ont deux points d'ancrage pour fauteuil roulant. Les résultats commerciaux de ce service sont plus que satisfaisants: en 2014, 186 clients enregistrés, dont 99 titulaires de la carte d'invalidité. 11 043 voyages ont été effectués en 2014 et 10 567 en 2015.

## **2016**

Aucune mise en accessibilité de quai de bus n'est prévue en 2016, en attendant la redéfinition du réseau de transport.

## **4 Cadre bâti – Etablissement recevant du public**

### ***4.1. Etat d'avancement – Documents d'accessibilité***

## **2010**

La Commune a décidé la réalisation du diagnostic accessibilité par un cabinet extérieur. La Commission d'accessibilité a participé à l'élaboration du cahier des charges pour le choix du prestataire.

Le marché a été attribué au Cabinet NERIOS pour un montant de 13 612 euros. Le cabinet est composé d'une équipe mixte, la moitié étant des porteurs de handicaps, tout type de handicap confondus.

## **2011**

Le diagnostic a été réalisé sur une quarantaine de bâtiments communaux, soit l'ensemble des ERP communaux, y compris ceux de 5<sup>ème</sup> catégorie (essentiellement les groupes scolaires). Le diagnostic a porté sur les 216 points prévus par la réglementation et a aussi pris en compte le fonctionnement réel du service, son usage, son rendu.

Au final, le diagnostic se présente sous forme d'un dossier technique récapitulatif par bâtiment, avec renvoi plus précis à une fiche par problématique identifiée (photographie de la carence, propositions schématisées, budget, précision du fondement réglementaire).

Les préconisations recouvrent tout le panel des possibilités à envisager : la réalisation de travaux, l'achat d'équipements, la formation des personnels d'accueil, une réorganisation des services, la communication.

Le chiffrage s'effectue sur la base de prix vérifiés, de prix spécifiques à NERIOS et sous la supervision d'un économiste.

Usage des bâtiments	Montant des travaux en euros (chiffage HT pour réalisation en entreprise)	Principaux pôles de travaux (en %) selon les handicaps	Remarques
<b>Culturel et associatif</b>	330 891	Moteur 52 Auditif 32	La salle Dumoulin est exclue car les travaux sont en cours
<b>Administratif</b>	58 762	Moteur 35 Visuel 32	Hôtel de ville et mairie annexe. L'hôtel de ville est un monument historique. Il est proposé d'adapter le service.
<b>Sportif</b>	319 138	Moteur 62 Visuel 25	
<b>Culte</b>	13 415	Visuel 45 Moteur 35	Eglises du Marthuret et Saint Amable. L'installation de boucles magnétiques est à la charge de la commune si la sono lui appartient.
<b>Scolaire</b>	302 404	Moteur 51 Visuel 33	Comprend 4 groupes scolaires dont M Genest et le centre de loisirs de Loubeyrat. Le Groupe scolaire Jean Moulin est exclu car il doit fermer. A lui seul il impliquait 230 000 euros de travaux.
<b>Divers</b>	145 918	Moteur 43 Visuel 32	Il n'est pas proposé de créer un ascenseur à la tour de l'horloge
<b>Ensemble des bâtiments</b>	<b>1 170 528</b>	Moteur 53 Visuel 30	

#### **4.2. Eléments de suivi et difficultés rencontrées**

##### **2010**

La Commission ne dispose pas d'informations sur le nombre et l'état d'avancement de la mise en accessibilité des établissements recevant du public, qu'ils soient publics ou privés, situés sur le territoire de la Commune, en dehors des informations communiquées par Riom Communauté.

La Commission a été informée que Riom Communauté a réalisé les diagnostics relatifs à l'accessibilité de plusieurs équipements communautaires en 2008 et 2009 dont certains se situent sur le territoire de la Commune de Riom : une aire d'accueil, la bibliothèque, les musées, la piscine, le Centre régional de Tir à l'Arc, la mairie annexe (accès et troisième étage), la halle, la tour de l'horloge, l'office de tourisme, les logements temporaires et d'urgence.

##### **2011**

La Commission est informée de l'état d'avancement de la mise en accessibilité des établissements recevant du public situés sur le territoire riomois, publics ou privés. Cf. annexe 3 en fin de rapport.

Les travaux d'accessibilité ont débuté dès l'été 2011, afin qu'une élève handicapée moteur puisse suivre sa scolarité à l'école élémentaire René CASSIN. Les travaux réalisés par les régies communales ont porté sur la création d'un WC handicapé dans un bloc de sanitaires existants et la réalisation de cheminements extérieurs depuis l'espace public et dans la cour. Le montant H.T des prestations engagées par la ville s'élève à :

Travaux d'aménagements extérieurs : 14 936.63 € ;  
Travaux de bâtiment : 2 661.67 €.

L'école élémentaire du groupe scolaire René CASSIN est donc désormais accessible pour le handicap moteur.

## **2012**

Les travaux de mise en accessibilité ont prioritairement concerné trois secteurs :

- Les groupes scolaires avec la cour de P. Brossolette maternelle et élémentaire, réalisée en régie municipale, les sanitaires de P. Brossolette maternelle et les Salles polyvalentes à Jean Rostand et à P. Brossolette ;
- Les bâtiments à usage culturel, avec la création d'une rampe d'accès au près bas de l'Eglise du Marthuret en cours de travaux ;
- Les bâtiments à usage culturel et associatif avec la rénovation complète de la salle Dumoulin, qui a permis de rendre ce bâtiment accessible tant dans les équipements situés en rez de chaussée que pour l'étage, qu'il soit public (mezzanine) ou privatif (loges) puisqu'il est doté de deux ascenseurs.

Cf. annexe 2

## **2013**

Les travaux de mise en accessibilité des bâtiments municipaux se sont poursuivis, dans les groupes scolaires, en continuité de la priorité définie les années précédentes :

- Réfection complète des sanitaires de l'école Jean Rostand maternelle : 30 000 euros TTC,
- Extension de l'école Pierre Brossolette : classe supplémentaire en bâtiment modulaire accessible pour 200 000 euros TTC

Cf. annexe 2

La Commune a pu faire un nouvel état de la mise en accessibilité des ERP non communaux, publics, présents sur son territoire.

Cf. annexe 3

## **2014**

Les travaux de mise en accessibilité des bâtiments municipaux se sont poursuivis, en continuité de la priorité définie les années précédentes :

- Aménagement de l'ensemble des escaliers des groupes scolaires avec dispositif contrasté des contre marches et nez de marches pour un cout total de 5185 € TTC,
- Signalisation de l'ensemble des obstacles des groupes scolaires avec dispositif contrasté des poteaux pour un cout total d'environ 1 000 € TTC,
- Mise aux normes des équipements sanitaires (remplacement et mise à hauteur) sur le groupe scolaire R. Cassin pour un cout total d'environ 4 500 € TTC. Travaux en cours,
- Gymnase du Parc des Fêtes: mise en accessibilité des sanitaires publiques et du stationnement pour des couts respectifs de 13 708 € TTC et 8 289 € TTC,
- Réfection complète de l'espace convivialité et des sanitaires-vestiaires des artistes à la salle des Abattoirs pour un cout total de 42 273 € TTC

Par ailleurs, la commune, à procéder à la construction d'un nouveau bâtiment des Archives pour un coût travaux total d'environ 1 487 000 € TTC (Bâtiment neuf répondant à l'ensemble des normes en vigueur). La Commune a pu faire un nouvel état de la mise en accessibilité des ERP non communaux, publics, présents sur son territoire. Cf. annexes 3 et tableau Excel joint.

**En 2015, la commune révisera les diagnostics accessibilité de son patrimoine ERP suite aux évolutions réglementaires et déposera ses agendas d'accessibilité programmée.**

## **2015**

Les travaux de mise en accessibilité des bâtiments municipaux se sont poursuivis, en continuité de la priorité définie les années précédentes :

- Travaux de requalification complète du groupe scolaire Maurice Genest en cours pour un montant d'autorisation de programme de 4 400 000 € TTC (fin prévisionnelle début 2017),

- Réfection de 2 vestiaires dans les locaux foot au parc de Cerey incluant le remplacement des chaînettes par des appareils à boutons poussoirs dans les douches pour un coût travaux de 15 897 € TTC,
- Création d'un sanitaire public aux normes PMR à l'Hôtel de Ville pour un coût travaux de 56 094 € TTC,
- Requalification de l'accueil et des sanitaires du CCAS pour un coût travaux de 124 870 € TTC,
- Réaménagement de la crèche collective pour l'accueil de la Halte-Garderie pour un coût travaux de 27 719 € TTC,
- Travaux spécifiques d'accessibilité au CRTA (sous maîtrise d'ouvrage Riom Communauté)

**Depuis 2015, dans le cadre des Agendas d'Accessibilité, la commune a participé à un groupement de commande de prestation intellectuelle porté par Riom Communauté à l'échelle du territoire. A ce jour :**

- **les diagnostics accessibilité de son patrimoine ERP (41 bâtiments) ont été mis à jour suite aux évolutions réglementaires,**
- **La commune a obtenu l'accord du report du dépôt des Ad'AP jusqu'au 27 septembre 2016,**
- **Le calendrier des travaux est en construction en fonction du taux d'accessibilité de chacun des bâtiments, de leur utilisation et de la gestion patrimoniale,**
- **Les travaux débuteront en 2017 pour une durée maximale de 6 ans et un coût global estimé de 2 622 000 € TTC**

L'état de la mise en accessibilité des ERP non communaux, publics, présents sur son territoire n'a pas évolué par rapport à celui de 2014. Cf. annexes 3.

## **2016**

Les travaux de mise en accessibilité des bâtiments municipaux se sont poursuivis, en continuité de la priorité définie les années précédentes :

- mise en accessibilité de 3 lavabos de l'école René Cassin élémentaire.

Un certain retard a toutefois été pris dans la mise en œuvre des Agendas d'accessibilité dès lors que le poste d'encadrement de la régie bâtiments a été vacant pendant quelques mois, le temps de procéder à un recrutement suite à départ en retraite.

***En annexe figure le planning prévisionnel recalé de mise en œuvre de ce programme des Agendas d'accessibilité.***

## **5 Logement**

### ***a. Etat d'avancement – Documents d'accessibilité***

## **2011**

Un dispositif dématérialisé, validé par la Commission, visant au recensement de l'offre de logements accessibles a été élaboré, à partir du retour sur expérience présenté par la Délégation ministérielle à l'accessibilité.

L'objectif poursuivi par le recensement est de fournir à la collectivité et à la CCAPH des outils à vocation décisionnelle relatifs au contexte territorial de l'offre de logement, à l'identification des priorités dans la chaîne de déplacement, sur le développement de l'offre locative adaptée.

Le recensement sera effectué auprès des bailleurs sociaux, très présents à Riom, interlocuteurs classiques des personnes porteuses de handicap et bailleurs disposant de moyens d'investissement pouvant répondre à ce type de besoins.

## ***b. Eléments de suivi et difficultés rencontrées***

### **2011**

Le recensement devrait entrer en phase opérationnelle en 2012, à partir d'un lien consacré aux travaux de la CCAPH (onglet social/santé/handicap) sur le site internet de la ville.

### **2012**

Sur le site internet de la ville, un espace a effectivement été créé, permettant l'accès aux informations principales de la Commission et à l'espace de recensement. Un courrier et les codes d'accès ont été envoyés aux bailleurs sociaux intervenant sur le territoire communal.

La Commune a donc lancé le recensement.

### **2013**

Le bilan réalisé pour 2012 de la quatrième année d'exécution du Plan Local de l'Habitat (PLH) 2009-2014 piloté par Riom Communauté précise que l'objectif de 40 logements locatifs sociaux accessibles est réalisé à 57,5 %. Selon ce décompte, 23 logements sont accessibles aux personnes à mobilité réduite (source : Bilan PLH II – 2012, p. 15 – site internet de Riom Communauté (<http://www.riom-communauté.fr>))

### **2014**

Le bilan des 6 années du PLH de Riom Communauté fait apparaître que l'objectif de réalisation de 40 logements locatifs sociaux accessibles sur le territoire est réalisé à 102.5 % (source Riom Communauté / Service Habitat) ; 41 logements locatifs sociaux accessibles ayant été programmés.

### **2015**

De 2009 à 2015, 163 logements locatifs sociaux ont été programmés sur Riom Communauté et 43 sont accessibles. Certains sont d'ores et déjà aménagés pour une personne en mobilité réduite et d'autres doivent bénéficier d'un programme minime de travaux (notamment pour les sanitaires). L'ambition ayant été de 40 logements, l'objectif est rempli à 107,5 %.

### **2016**

En 2016, ce sont 60 logements sociaux supplémentaires qui ont été programmés sur Riom Communauté dont 23 logements pourront être accessibles sous réserve de la réalisation de travaux minimes d'adaptation (sanitaires).

## **6. Sensibilisation**

### **2011**

La commission observe que la sensibilisation au respect du handicap est une démarche du quotidien. Elle encourage les actions portées par la ville en termes de formation de ses agents et de sensibilisation du grand public et des usagers du domaine public (passants, conducteurs, commerçants).

La Commission souhaite attirer l'attention des usagers des espaces publics sur deux points :

- les seuls utilisateurs autorisés de la place réservée sont les titulaires de la Carte européenne de stationnement (qui remplace le macaron GIC-GIG depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000), délivrée par la Maison départementale des personnes handicapées ;
- les contrevenants s'exposent à des sanctions sévères : le stationnement est qualifié de gênant, puni par la contravention de 4<sup>ème</sup> catégorie :
  - ▶ le montant maximal de cette amende est de 750 euros ;
  - ▶ l'action pénale est éteinte si le contrevenant paie l'amende forfaitaire (135 euros) dans un délai de 45 jours ;
  - ▶ si les agents de police demandent au contrevenant de mettre fin au stationnement gênant et si le contrevenant refuse ou est absent, il peut être décidé d'immobiliser et de mettre en fourrière le véhicule.



## **2012**

La Commission est informée que les actions de sensibilisation se poursuivent auprès des usagers de la voirie et des espaces publics.

En outre, les services présents en Mairie centrale ont fait l'objet d'un diagnostic de la qualité de l'accueil par AFNOR, incluant un volet accessibilité et qui permet de définir des pistes d'amélioration.

## **2015**

Un accueil physique en RDC de la Mairie annexe a été réalisé avec une banque d'accueil adaptée aux personnes à mobilité réduite.

### **Pour rappel :**

CCA : Commission communale d'accessibilité

ERP : Etablissement recevant du public

PAVE : plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics

PDU : Plan de déplacement urbain

SDAT : Schéma directeur d'accessibilité des transports

## Annexe 1 : Planification des ADAP

Planification de réalisation des Ad'Ap							
Travaux réalisés en régie (Bâtiment - Voirie)							
Année	2017	2018	2019	2020	2021	2022	
	Vestiaires Foot Cerey Maison quartier Moulin d'Eau	R Cassin M Amitié J Zay Mairie Annexe Foot La varenne Maison Asso <b>J Moron</b> <b>P Robin</b> <b>G. Romme</b> <b>Cimetieres</b>	R Cassin E P Brossolette E P Brossolette M Parc des fetes Maison des Syndicats	Les Abattoirs Local des Archers Maison Creux Stade Dumoulin Chappel st Don	Espace Couriat Gym Chabert Maison Creux Stade Dumoulin ARJ Complexe Pons	Stand Tir Carabine	Centre aéré de Loubeyrat Tennis couverts Henri Cochet à Mozac ARJ Rue du nord
			Fin des AD'Ap 2018			Eventuelle finition des travaux non aboutis	
NOTA	Démarrage de la planification	Beaucoup de petits projets + formation	Absorption des projet 2018 non réalisés	Projets plus importants (+ cher)	Projets plus importants (+ cher)	Absorption des projets non finalisés	
	Budget investissement € HT	387 475,00	313 275,00	422 780,00	415 490,00	18 075,00	1 588 005,00
	Budget fonctionnement € HT	77 990,00	58 140,00	0,00	0,00	0,00	158 865,00
						Total HT	1 746 870,00
						Total TTC	2 096 244,00
Travaux partiellemeents réalisés en entreprises							
Travaux AD'AP réalisés dans le cadre d'opération de rénovation globale							
Les opérations globales de rénovation comprennent dans leur programme la réalisation de l'accessibilité	2017 Gymnase La Varenne Forum Rexy	2018 Tour de l'Horloge	2019 Eglise St Amable Eglise du Marthuret	2020 GS J Rostand Hôtel de ville	2021	2022	